**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MELUN**

N° 1710047

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. F... P...

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Norval-Grivet
Rapporteur

Le tribunal administratif de Melun

Mme Delormas
Rapporteur public

(1^{ère} chambre)

Audience du 15 janvier 2021
Décision du 12 février 2021

17-05-01-02

C+

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire complémentaire, enregistrés les 20 décembre 2017 et 29 avril 2019, M. F... P..., représenté par Me Christin, demande au tribunal, dans le dernier état de ses écritures :

1°) d'annuler la décision du 28 juin 2017 par laquelle la directrice générale de l'Agence nationale du développement professionnel continu (ANDPC) a retiré quatre actions de développement professionnel continu sur le site internet de l'agence, ensemble la décision du 23 octobre 2017 portant rejet de son recours gracieux ;

2°) de condamner l'Agence nationale du développement professionnel continu à lui payer la somme de 44 917,81 euros en indemnisation de la perte de chiffre d'affaires causé par ces décisions sur la période allant du 28 juin 2017 au 31 décembre 2018 et restant à parfaire pour la période allant du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au jugement à intervenir ;

3°) de mettre à la charge de l'Agence nationale du développement professionnel continu une somme de 6 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- à supposer que l'Agence nationale du développement professionnel continu oppose une exception d'incompétence territoriale, le tribunal administratif de Melun est bien

territorialement compétent pour connaître de sa requête, sur le fondement de l'article R. 312-1 du code de justice administrative ; en tout état de cause, à supposer l'article R. 312-10 applicable, cette juridiction demeurerait compétente dès lors qu'il a au moins en partie exercé sa profession en Seine-et-Marne, ayant délivré des actions de formations au centre hospitalier Marc Jacquet de Melun ;

- les décisions attaquées méconnaissent l'article L. 4021-1 du code de la santé publique, dès lors que les techniques N'Féraïdo® améliorent les pratiques des sages-femmes au sens de ces dispositions ;

- le simple fait que des chemins cliniques afférents aux techniques N'Féraïdo® existent suffit à lui seul à prouver que ces techniques améliorent les pratiques des sages-femmes au sens des mêmes dispositions ; par définition, les chemins cliniques ont pour objet d'améliorer les pratiques des professionnels de santé ; les chemins cliniques suivis, sur la base desquels il avait été enregistré auprès de l'ODPC, prédécesseur de l'ANDPC, ont été établis en suivant la méthode publiée par la Haute Autorité de Santé ;

- ces techniques améliorent les pratiques des sages-femmes tant en ce qui concerne l'accompagnement des femmes pendant la grossesse, durant l'accouchement et après celui-ci, que s'agissant de la prise en charge des nourrissons ;

- ces techniques ont été élaborées par un collectif scientifique composé de quatre professionnels de santé, à savoir lui-même en qualité de masseur-kinésithérapeute et trois sages-femmes ; il a formé depuis 2002 plus de 1 500 sages-femmes dans quinze maternités différentes et publié plusieurs articles sur le sujet ;

- le fait que la majorité des techniques N'Féraïdo® sont manuelles n'en fait en aucun cas des pratiques ostéopathiques contrevenant à l'interdiction faite aux ostéopathes de pratiquer des touchers pelviens ;

- ces techniques répondent aux objectifs prioritaires « *Amélioration de la pertinence des soins* » et « *Éducation pour la santé* » de la profession de sage-femme ;

- il justifie de l'efficacité et de l'utilité de ces techniques, notamment par la production d'une littérature scientifique sur le sujet et d'attestations des sages-femmes ayant participé à l'élaboration de ces méthodes ;

- il est en outre référencé sur la base de données Datadock, qui permet aux financeurs de la formation professionnelle de vérifier la conformité des organismes de formation aux six critères « qualité » définis par la législation en vigueur ;

- la décision litigieuse lui cause un préjudice financier résultant de la perte du chiffre d'affaires traditionnellement généré par la délivrance de ces formations.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 23 février 2018 et 4 juin 2019, l'Agence nationale du développement professionnel continu conclut au rejet de la requête.

Elle soutient que :

- elle s'en rapporte à la sagesse du tribunal s'agissant de la compétence territoriale du tribunal administratif de Melun, par application de l'article R. 312-10 du code de justice administrative, dès lors que M. P... exerce son activité professionnelle dans le Gers où son cabinet est situé ;

- les moyens soulevés par M. P... ne sont pas fondés.

Les parties ont été informées, en application de l'article R. 611-7 du code de justice administrative, de ce que le jugement était susceptible d'être fondé sur un moyen d'ordre public tiré de l'incompétence territoriale du tribunal administratif de Melun sur le fondement de l'article R. 312-10 du code de justice administrative, dès lors que le cabinet de M. P..., pour l'activité duquel a été demandé l'enregistrement des actions litigieuses, se trouve dans le Gers.

Par un courrier non communiqué du 15 janvier 2021, M. P... a présenté des observations en réponse à ce moyen d'ordre public.

Par ordonnance du 4 septembre 2020, la clôture d'instruction a été fixée au 5 octobre 2020.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Norval-Grivet,
- les conclusions de Mme Delormas, rapporteur public,
- et les observations de Me Grangeon, substituant Me Christin, représentant M. P....

Considérant ce qui suit :

1. M. P..., ostéopathe et masseur-kinésithérapeute, était enregistré auprès de l'Organisme gestionnaire du développement professionnel continu (OGDPC) pour la délivrance de formations de techniques appelées « N'Féraïdo® », créées et enseignées par lui à des sages-femmes. Par décision du 28 juin 2017, la directrice générale de l'Agence nationale du développement professionnel continu (ANDPC) succédant à l'OGDPC a décidé de retirer les quatre actions concernées, à savoir les actions n° 53331700001, n° 53331700002, n° 53331700003 et n° 53331700004 du site de l'Agence et a, par décision du 23 octobre 2017, rejeté le recours gracieux formé par l'intéressé, au motif que ces actions ne relevaient pas du champ du développement professionnel continu et ne répondaient à aucune des orientations prioritaires fixées en la matière. Par la présente requête, M. P... demande l'annulation de la décision du 28 juin 2017, ensemble le rejet de son recours gracieux, ainsi que la condamnation de l'ANDPC à lui verser des sommes en réparation du préjudice que lui ont causé ces décisions.

Sur la compétence territoriale du tribunal administratif de Melun :

2. D'une part, aux termes de l'article L. 4021-1 du code de la santé publique : « *Le développement professionnel continu a pour objectifs le maintien et l'actualisation des connaissances et des compétences ainsi que l'amélioration des pratiques. Il constitue une obligation pour les professionnels de santé. Chaque professionnel de santé doit justifier, sur une période de trois ans, de son engagement dans une démarche de développement professionnel continu comportant des actions de formation continue, d'analyse, d'évaluation et d'amélioration de ses pratiques et de gestion des risques. L'engagement dans une démarche d'accréditation vaut engagement dans une démarche de développement professionnel continu.* ». L'article R. 4021-24 du même code dispose que : « *Tout organisme ou structure qui souhaite présenter des actions de développement professionnel continu s'inscrivant dans le cadre des orientations définies à l'article L. 4021-2 dépose une demande d'enregistrement auprès de l'Agence nationale du développement professionnel continu. / L'agence procède à l'enregistrement si l'organisme ou la structure satisfait à des critères, fixés par arrêté du ministre chargé de la santé, relatifs à sa*

capacité à proposer des actions de développement professionnel continu et à son indépendance à l'égard des entreprises fabriquant ou distribuant des produits de santé. / L'agence peut mettre fin à l'enregistrement lorsqu'il est constaté que l'organisme ou de la structure ne remplit plus les critères mentionnés à l'alinéa précédent. Lorsqu'elle envisage de mettre fin à l'enregistrement, l'agence en informe, par tout moyen permettant d'apporter la preuve de sa réception, l'organisme ou la structure, qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations. ».

3. D'autre part, aux termes de l'article R. 312-10 du code de justice administrative : *« Les litiges relatifs aux législations régissant les activités professionnelles, notamment les professions libérales, les activités agricoles, commerciales et industrielles, la réglementation des prix, la réglementation du travail, ainsi que la protection ou la représentation des salariés, ceux concernant les sanctions administratives intervenues en application de ces législations relèvent, lorsque la décision attaquée n'a pas un caractère réglementaire, de la compétence du tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve soit l'établissement ou l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, soit le lieu d'exercice de la profession. / Si, pour ces mêmes catégories de litiges, la décision contestée a un caractère réglementaire et ne s'applique que dans le ressort d'un seul tribunal administratif, ce tribunal administratif est compétent pour connaître du litige. (...) ».*

4. Il résulte du premier alinéa de l'article R. 312-10 du code de justice administrative précité que, s'agissant des actes à caractère non réglementaire, et notamment des décisions individuelles, qui entrent dans le champ d'application de ces dispositions, le tribunal administratif territorialement compétent est celui dans le ressort duquel se situe l'établissement ou de l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, y compris dans le cas où le champ d'application de la décision en litige excède le ressort d'un seul tribunal administratif. Un litige relatif au dispositif de développement professionnel continu s'inscrivant dans le cadre des orientations définies à l'article L. 4021-2 précité du code de la santé publique est relatif à une législation régissant les activités professionnelles, et notamment libérales, au sens de l'article R. 312-10 du code de justice administrative.

5. Par la décision attaquée, la directrice générale de l'Agence nationale du développement professionnel continu a retiré à M. P... l'agrément qui lui avait été accordé pour quatre actions de développement professionnel continu. Le tribunal administratif compétent pour connaître de ce litige est, dès lors que la décision attaquée n'a pas un caractère réglementaire, celui du ressort dans lequel se trouve l'établissement pour l'activité duquel a été demandé l'enregistrement des actions litigieuses, y compris dans le cas où, comme en l'espèce, le périmètre géographique des actions de formations du requérant s'étendrait au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif. Le cabinet de M. P... étant situé à X..., dans le Gers, il y a donc lieu de renvoyer le jugement au tribunal administratif de Pau qui est compétent pour en connaître en application des dispositions susvisées de l'article R. 312-10 du code de justice administrative.

DECIDE :

Article 1^{er} : Le jugement de la requête de M. P... est renvoyé au tribunal administratif de Pau.